

Sans tomber dans la rhétorique des radicaux d'extrême gauche, les réformistes doivent entendre certaines ONG en pointe dans la réflexion altermondialiste.

La gauche à l'épreuve mondialiste

par ZAKI LAÏDI

Le sommet d'Evian va de nouveau souligner l'extrême difficulté pour la gauche réformiste de trouver une position forte et originale entre une dynamique libérale qui s'accroît même si elle souffre d'un déficit de légitimité et un altermondialisme anticapitaliste et antiréformiste qui reste très fort mais souffre de l'absence de débouché politique. De ce point de vue, ceux qui semblent se réjouir des blocages mondiaux en estimant qu'ils sapent la légitimité politique de la mondialisation et préfigurent son recul se trompent lourdement. En l'absence de gouvernance mondiale, la logique de développement avance, elle ne recule pas.

Pour la gauche, il faut une doctrine d'emploi réformiste de la mondialisation. Elle passe par un certain nombre de clarifications. La plus importante concerne les rapports avec les altermondialistes. La gauche réformiste doit rompre avec cette culture de la honte et de l'intimidation naguère contrôlée par le PC et désormais utilisée par l'extrême gauche et qui s'appuie sur ce terrible principe, «pas d'ennemi à gauche». Or la gauche réformiste a des adversaires sur sa gauche. Mais ces derniers ne constituent pas un ensemble homogène. Il faut donc procéder à un véritable tri politique qui consiste à ignorer les radicaux pour mieux cultiver les réformistes. Les radicaux sont mieux connus en France, car ils sont fortement représentés au sein du mouvement Attac.

Certes, ces radicaux ne constituent pas un bloc homogène, mais cette mouvance n'a pas de perspective politique. Elle a tenté en vain de fédérer le mouvement antimondialisation à Porto Alegre. Elle a donc décidé de reporter ses efforts sur les forums régionaux, dont le Forum social européen. Malgré la crise de légitimation politique dont souffre la mondialisation, cette mouvance est sur la défensive à la fois en raison des conséquences du 11 septembre, mais également de l'arrivée au pouvoir de Lula au Brésil, qui a clairement choisi la voie du réformisme après avoir été l'icône politique des radicaux. La gauche réformiste commettrait une grossière erreur si elle venait à participer à la rencontre antimondialiste de Saint-Denis sans avoir de garanties solides contre d'éventuelles dérives et d'inévitables amalgames.

Parfois par cynisme, souvent par angélisme, la gauche estime que le recours au répertoire antimondialiste ne peut que mieux l'ancrer à gauche. Ce calcul est un calcul myope. Car une fois au pouvoir, elle l'abandonnera et se trouvera une fois de plus confrontée à la question politique de l'écart entre son rôle tribunitien et son aspiration réformiste. Le refus persistant de toute idée de révisionnisme idéologique fait d'elle, à son corps défendant, un des plus grands pourvoyeurs de populisme. C'est la principale leçon du 21 avril, même si aucun responsable de gauche n'est disposé à le reconnaître.

Pourtant, si la séparation de corps et d'esprit avec l'extrême gauche est nécessaire, le rappro-

chement avec les ONG réformistes est un impératif politique catégorique. Car il faut dire ici avec force qu'il existe une frange altermondialiste réformiste qui, de Oxfam à MSF en passant par Greenpeace, cherche à faire bouger les choses. Oxfam plaide, par exemple, très fortement en faveur de l'ouverture des marchés du Nord et estime que ces derniers bloquent par leur protectionnisme le développement du Sud. Il serait intéressant que la gauche réformiste esquisse une réponse politique sur ce sujet sensible, sujet sur lequel l'extrême gauche altermondialiste est naturellement muette, car elle ne peut ni soutenir le protectionnisme du Nord, ni plaider pour l'ouverture des marchés.

Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé sont une source d'enrichissement collectif; ils relèvent d'une démarche profondément moderne et non d'une concession idéologique au néolibéralisme.

Celle clarification étant opérée, il reste à la gauche à dégager une position politique sur la mondialisation. Sur quoi la fonder? Sur l'idée selon laquelle la mondialisation constitue une source exceptionnelle de création de richesses par sa capacité à articuler créativité individuelle, développement technologique et logique marchande mais qu'elle laisse entière la question de sa répartition sociale. Comment donc faire en sorte que la richesse privée produise du bonheur public?

Les néolibéraux ont une réponse selon laquelle le développement de la richesse privée finit par produire nécessairement du bonheur public par l'intermédiaire du marché. Cette thèse est indéfendable car, même si elle peut trouver appui sur la théorie libérale, elle est démentie par le fonctionnement de l'économie mondiale qui n'est en fait que très imparfaitement libérale. On le voit dans l'affaire des médicaments contre les pathologies dominantes au Sud (sida, malaria, tuberculose). Sans politique publique mondiale, la recherche se concentre à plus de 90 % sur les seuls produits susceptibles de rencontrer la demande solvable des pays riches.

Un axe du réformisme devrait donc être la revendication et la conception de politiques publiques volontaristes dans un certain nombre de secteurs clés, faisant reconnaître un principe tabou chez les libéraux: la segmentation des marchés mondiaux, c'est-à-dire l'acceptation du principe de différenciation des prix selon que l'on a à faire à des marchés riches ou pauvres. Cela passe donc par la reconnaissance de quelques biens publics mondiaux dont les Etats devraient être les garants, quitte à associer étroitement les acteurs privés et la société civile. Pourtant, il faut admettre que le bien public ne passe pas nécessairement par une appropriation collective des ressources, mais par leur mutualisation. C'est la raison pour laquelle ceux qui combattent l'implication du secteur privé dans un secteur essentiel comme l'enseignement n'ont pas forcément raison car, fondamentalement, ce secteur a besoin de très importants financements pour ne pas subir un déclassement mondial. Comme pour l'eau, l'important n'est pas d'avoir une propriété publique dans un secteur, mais de faire en sorte que le bien - en l'occurrence l'enseignement -

reste un bien public. Naturellement, si l'implication des acteurs privés n'est pas encadrée par un cahier des charges très strict leur imposant des obligations de service public, celle-ci débouchera sur une privatisation rampante. Mais outre le fait que personne ne parle de privatiser l'Education nationale, l'implication du secteur privé, dans la recherche par exemple, sur la base de partenariats entre le secteur public et le secteur privé est, comme cela est le cas dans de grands pays développés, une source d'enrichissement collectif. C'est la raison pour laquelle les partenariats privés-publics relèvent d'une démarche profondément moderne et non d'une concession idéologique au néolibéralisme. Autre exemple: celui de l'environnement. Là encore, l'important est de défendre le bien public et non la propriété publique. Ce qui veut dire que le recours aux mécanismes du marché comme les permis d'émission de gaz à effet de serre peut parfaitement contribuer à la défense du bien public. Tant que la gauche n'aura pas compris que marché et bien public ne sont pas contradictoires mais complémentaires, elle restera selon une expression bien connue: vieillie et usée. Défendre cette définition moderne du bien public ne signifie pas pour autant se plier à la logique des intérêts privés. Car il est indéniable que dans de nombreux domaines, le libéralisme cherche très clairement à profiter de

l'effondrement idéologique de l'idée de propriété sociale pour nier toute légitimité à celle-ci. Ceci est tout aussi inacceptable. En matière de propriété intellectuelle, on assiste ainsi depuis maintenant dix ans à une inquiétante dérive idéologique qui veut renforcer les droits de la propriété intellectuelle au point de faire du domaine public une dérogation exceptionnelle au champ de la propriété privée. Dans certains domaines dont celui du vivant, cette logique est à l'œuvre malgré la reconnaissance du génome humain comme patrimoine de l'humanité. Il y a donc ici un véritable travail politique à mener et les altermondialistes ont parfaitement raison de dénoncer l'incurie de la gauche sur ces questions et la trop grande prégnance de l'idéologie libérale à la Commission européenne. Mais, pour que ce travail politique aboutisse, il devra remplir trois conditions: qu'il s'effectue à partir de réalités concrètes et non de positions abstraites, qu'il s'effectue en réseau avec d'autres acteurs internationaux et enfin avancer des propositions précises applicables et non pas tenter de mimer une gauche extrême qui a toujours été pour la gauche réformiste une source de malheur extrême.

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales), auteur de «Penser la mondialisation» (Flammarion, 2003).

L'œil de Willem

